

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DU RAPPORT :  
SUR LES CHEMINS DE L'EXTRÉMISME EN AFRIQUE :  
LES VOIES DE RECRUTEMENT ET DE DÉSENGAGEMENT

The background of the entire page is a vibrant, abstract composition of overlapping geometric shapes in shades of red, orange, blue, and black. In the center, the silhouettes of two women are shown in profile, facing right. The woman on the left has her hair pulled back, while the woman on the right has a short afro. The text 'Mieux vaut prévenir que guérir' is overlaid on the lower half of the image, with a horizontal line above the word 'Mieux'.

—  
Mieux vaut  
prévenir  
que guérir

---

## TÉLÉCHARGER LE RAPPORT COMPLET SUR [JOURNEY-TO-EXTREMISM.UNDP.ORG](http://www.undp.org/prevent-violent-extremism)

Copyright ©PNUD 2023.

Tous droits réservés.

**Programme des Nations Unies pour le développement**  
[www.undp.org/prevent-violent-extremism](http://www.undp.org/prevent-violent-extremism)

Le PNUD est le principal organisme des Nations Unies qui lutte contre l'injustice de la pauvreté, les inégalités et le changement climatique. Travaillant avec un vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les pays à développer des solutions intégrées et durables pour les peuples et la planète.

Les opinions exprimées dans la présente publication ne représentent pas nécessairement celles des pays membres du Conseil d'administration du PNUD ou des institutions du système des Nations Unies qui y sont mentionnées. Les désignations et la terminologie employées, ainsi que la présentation des documents, n'impliquent aucune expression ou opinion de la part de l'organisation des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou de ses frontières ou limites.

*Les noms mentionnés dans les citations ont été modifiés pour des raisons de sécurité des personnes interrogées.*



---

« L'extrémisme violent ne se limite pas à un pays ou à une région spécifique, mais constitue plutôt un défi partagé auquel l'humanité dans son ensemble doit réagir. Les histoires humaines mises en lumière dans *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : les voies de recrutement et de désengagement* fournissent une base d'évidences qui montre clairement la nécessité d'une attention internationale plus accrue, des solutions intégrées et des investissements à long terme afin de lutter contre les causes sous-jacentes de l'extrémisme violent. »

M. Achim Steiner  
*Administrateur du PNUD*



« La montée de l'extrémisme violent en Afrique subsaharienne remet en cause les gains en développement durement acquis et menace de freiner les progrès pour les générations à venir. Il est plus que jamais urgent de comprendre les causes en Afrique et les actions à prendre pour la prévenir. »

L'Afrique subsaharienne est devenue l'épicentre mondial de l'activité extrémiste violente. Les décès dus au terrorisme dans le monde ont diminué au cours des cinq dernières années, mais les attaques dans cette région ont plus que doublé depuis 2016. En 2021, près de la moitié de tous les décès liés au terrorisme se sont produits en Afrique subsaharienne, dont plus d'un tiers dans quatre (4) pays à savoir : la Somalie, le Burkina Faso, le Niger et le Mali. L'extrémisme violent (EV) s'est également propagé à d'autres parties du continent, comme le Mozambique, et a un impact dévastateur sur les vies, les moyens de subsistance, ainsi que les perspectives de paix et de développement. Et ce malgré une richesse incroyable de résilience endogène manifestée par les communautés locales à travers le continent, qui ont été à la pointe de la prévention et des pratiques innovantes pour construire la paix au quotidien en des temps incertains.

Ces changements spectaculaires de l'activité extrémiste violente du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord vers l'Afrique subsaharienne ont attiré relativement peu d'attention au niveau international, dans un monde qui est sous le choc des effets de la crise climatique croissante, de l'autoritarisme croissant, de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine.

La montée de l'extrémisme violent en Afrique subsaharienne compromet les gains en développement durement acquis et menace de freiner les progrès pour les générations à venir. Il est plus que jamais urgent de comprendre les causes en Afrique et les actions à prendre pour la prévenir. Le rapport 2021 du Secrétaire général des Nations Unies, *Notre programme commun*, souligne l'importance d'une approche fondée sur des données probantes pour

relever les défis en matière de développement. En 2017, le PNUD a publié une étude révolutionnaire, *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : moteurs, dynamiques et éléments déclencheurs*. Cela a permis d'établir une solide base de données sur les moteurs de l'extrémisme violent, avec des implications importantes pour les politiques et les programmes. En tant que résultat majeur du programme pluriannuel du PNUD intitulé *Prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique (2015-2022)*, l'étude de 2017 a éclairé et façonné l'approche du PNUD à travers le continent, ainsi que sa programmation aux niveaux national et régional.

Sur la base des témoignages personnels d'anciens membres de groupes extrémistes violents (EV) et d'un groupe de référence d'individus vivant dans des circonstances à risque similaires, l'étude de 2017 a révélé l'amalgame des facteurs au niveau macro, méso et micro à l'origine de l'extrémisme violent en Afrique, ainsi que des sources de résilience qui peuvent empêcher sa propagation. Il a conclu que des réponses efficaces à l'extrémisme violent nécessitent une approche à multiples facettes axée sur le développement, avec des acteurs de développement particulièrement bien placés pour s'attaquer aux facteurs structurels. Il a également mis en évidence la nature très localisée et en évolution rapide de l'extrémisme violent, soulignant l'importance d'effectuer des recherches régulières pour comprendre l'évolution de ses moteurs et de sa dynamique. Il est important de noter que l'étude de 2017 a mis en relief le comportement des acteurs gouvernementaux en charge de la sécurité au sens large du terme dans la lutte contre le terrorisme dans les zones à risque en ce qui concerne les droits de l'homme, la régularité des procédures et la sensibilité du contexte. Il a ainsi souligné l'importance du Plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent de 2016, qui reconnaissait le fait que la traditionnelle « focalisation unique sur les mesures de sécurité et le mépris total des droits humains ont souvent aggravé les choses. »

Malgré les leçons claires sur les limites et les risques des réponses sécuritaires à l'extrémisme violent, les approches militarisées ont continué de prédominer en Afrique subsaharienne au cours des cinq dernières années. Dans la région, les ressources ont augmenté pour un éventail de coalitions militaires multinationales mises en place, afin de mener des opérations antiterroristes. L'architecture internationale de la lutte contre le terrorisme s'est également élargie avec la création de mécanismes plus dédiés, malgré les preuves limitées que ces réponses militarisées axées sur la sécurité, en elles-mêmes, sont efficaces pour contribuer à une paix, une sécurité et une stabilité durables. En effet, malgré plus d'une décen-

nie de réponses axées sur la sécurité soutenues par d'énormes investissements internationaux, les groupes EV ont considérablement étendu leur portée et leur impact dans la région du Sahel et ailleurs sur le continent africain.

Dans le contexte de la montée de l'extrémisme violent en Afrique subsaharienne et de la priorité continue accordée aux réponses axées sur la sécurité, le PNUD a lancé une étude de suivi, *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : les voies de recrutement et de désengagement* en 2020. L'étude a été réalisée pour renforcer et affiner la base d'évidences établie en 2017, ainsi que pour mettre à jour et élargir la portée de l'étude, en suivant les variations par rapport aux conclusions du premier rapport. Les objectifs étaient d'analyser plus en détail la nature changeante de l'extrémisme violent en Afrique subsaharienne et de faire le point sur les efforts déployés pour empêcher sa propagation depuis l'étude de 2017. En plus d'analyser les moteurs, les « points de basculement » et les facteurs accélérateurs affectant le recrutement au sein des groupes EV, la nouvelle étude explore également les voies de sortie de l'extrémisme.

---

La nouvelle étude approfondit les voies qui s'éloignent de l'extrémisme violent, révélant des facteurs qui peuvent pousser ou motiver les recrues à se désengager des groupes EV

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* se concentre sur huit (8) pays d'Afrique subsaharienne : le Burkina Faso, le Cameroun, le Tchad, le Mali, le Niger, le Nigeria, la Somalie et le Soudan. Il reflète les parcours de vie de 2 196 personnes interrogées, soit trois fois plus de personnes que dans l'étude de 2017. L'échantillon comprend plus de 1 000 anciens membres des groupes EV, à la fois des individus qui ont rejoint volontairement et ceux qui ont été recrutés de force. Il est important de souligner que l'échantillon comprend également un nombre significativement plus élevé de femmes interrogées (552 femmes). Bien que des recherches supplémentaires soient nécessaires sur les expériences des femmes et des filles en matière d'extrémisme violent, les conclusions de cette étude désagrégées par sexe ont mis en lumière les voies divergentes empruntées par les femmes et les hommes menant au recrutement. Le rapport présente les données des entretiens en relation avec la nature changeante de l'extrémisme violent en Afrique subsaharienne et les efforts pour y faire face, fournissant une analyse complémentaire du contexte politique international plus large, des tendances des flux de l'aide publique au développement et des réponses à l'extrémisme violent.

S'appuyant sur la méthodologie de l'étude de 2017, la nouvelle étude éclaire davantage sur les voies complexes qui conduisent certaines personnes à rejoindre des groupes EV, tandis que d'autres dans des circonstances similaires ne le font pas. Reflétant cela à travers les perspectives personnelles et les expériences vécues des jeunes femmes et hommes interrogés, elle construit une vision globale de l'importance relative des différents facteurs. Comme la première étude, cette étude se concentre sur quatre grands domaines – éducation et scolarisation, facteurs économiques, religion et idéologies, État et citoyenneté – et examine comment ils interagissent et influencent le parcours de vie d'un individu. Elle explore également la prévalence et la nature des événements de « point de basculement », qui peuvent finalement amener un individu à rejoindre un groupe EV.

En outre, la nouvelle étude approfondit les voies de désengagement de l'extrémisme violent, révélant des facteurs qui peuvent pousser ou motiver les recrues à se désengager des groupes EV. En élargissant la métaphore d'un parcours de vie et en comparant les trajectoires de ceux qui ont choisi de quitter le groupe EV par la reddition et l'amnistie avec ceux qui ont été arrêtés, elle introduit la notion de « tournant décisif ». Cela fait référence à un changement d'attitude et représente le moment où une recrue ne croit plus aux objectifs ou à l'approche du groupe EV et est donc ouverte au désengagement. Elle reconnaît toutefois que, même avec un tel changement d'attitude, de nombreuses raisons – liées à la peur des répercussions et aux circonstances pratiques – peuvent difficilement amener une recrue à quitter le groupe.

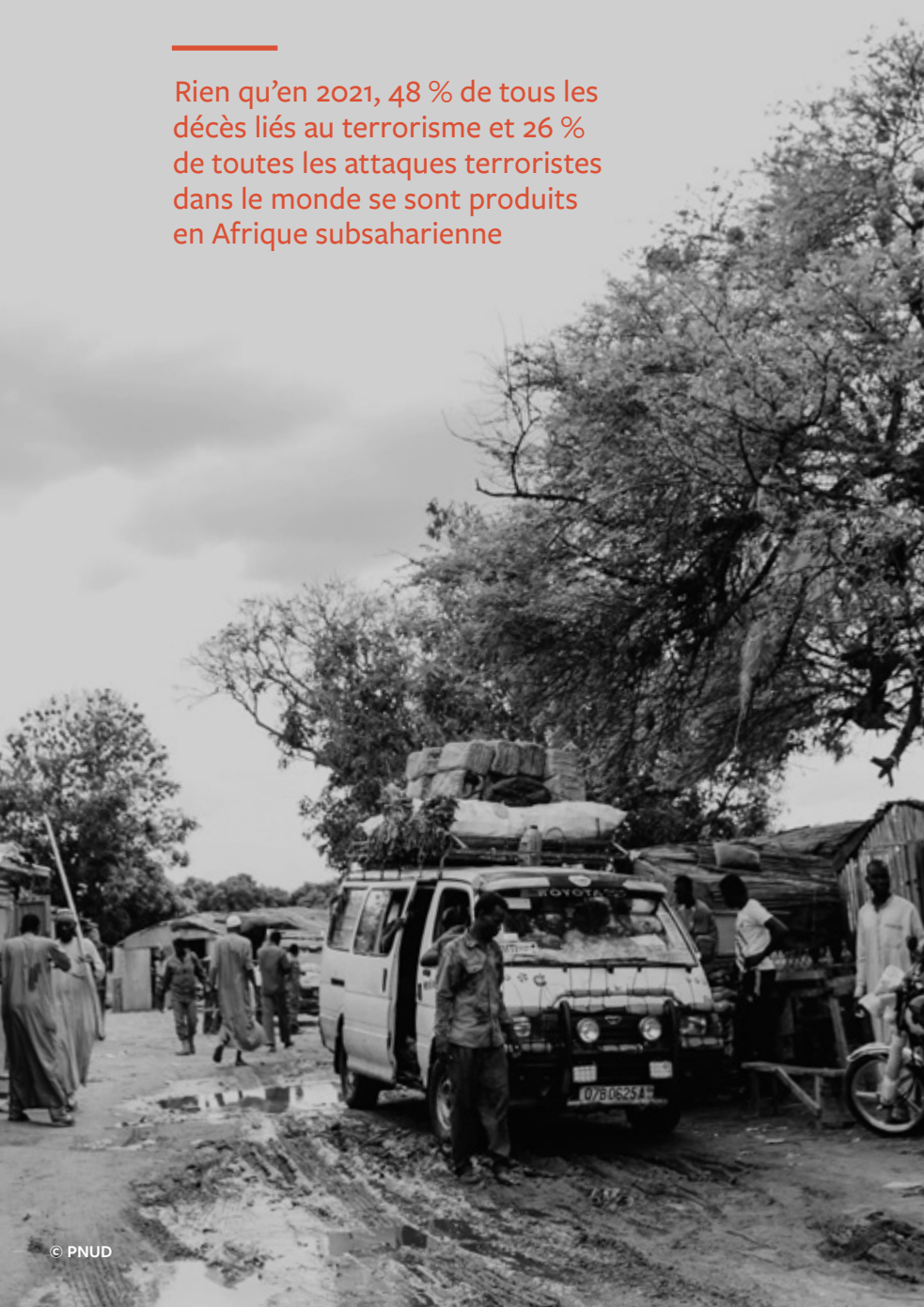
Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : les voies de recrutement et de désengagement* renforcera l'approche du PNUD axée sur le développement et fondée sur des évidences pour prévenir l'extrémisme violent en Afrique. De manière particulière, il éclairera l'élaboration de la deuxième version du projet régional pluriannuel phare du PNUD, Prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique et dans les États arabes : Une approche axée sur le développement (2022-2025). Au-delà de cela, il vise à informer et à promouvoir l'action d'un large éventail d'acteurs engagés dans la prévention de l'extrémisme violent aux niveaux local, national, régional et international.

Les conclusions présentées réaffirment la nécessité d'un changement fondamental d'approche pour lutter contre l'extrémisme violent en Afrique et suggèrent une série d'implications pratiques pour les politiques et les programmes afin d'aider à provoquer ce changement. Les principales conclusions sont présentées ci-dessous, suivies d'un résumé sur les implications au niveau des programmes et des politiques.



---

Rien qu'en 2021, 48 % de tous les décès liés au terrorisme et 26 % de toutes les attaques terroristes dans le monde se sont produits en Afrique subsaharienne



---

# Principales conclusions

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* confirme bon nombre des conclusions et des idées révélées par l'étude du PNUD de 2017 sur le large éventail de facteurs susceptibles d'influencer le parcours d'un individu vers l'extrémisme. Il approfondit notre compréhension d'un processus au sein duquel des facteurs structurels se croisent avec des expériences individuelles pour inculquer une vision du monde unique sur les questions de politique, de religion et d'idéologie et qui oriente un individu vers l'extrémisme violent ou l'éloigne de cette voie.

Si, d'une manière générale, la nouvelle étude renforce les conclusions antérieures, elle révèle également des variations importantes. Celles-ci reflètent la nature et le contexte changeants dans lesquels les groupes EV évoluent et étendent leur empreinte sur le continent. Elles reflètent également des changements au fil du temps dans les perceptions vis-à-vis de l'État et le contrat social entre le citoyen et l'État, alors que les capacités locales, malgré une énorme résilience, sont mises à l'épreuve dans des situations où les progrès incomplets vers le développement et les opportunités manquées ont des répercussions.

Si rien n'est fait, comme en témoignent ces résultats, l'expansion de l'extrémisme violent en Afrique, menace de retarder les perspectives de développement pour les générations à venir et de réduire les gains en développement durement acquis.

---

# Les voies du recrutement

1.

**La vulnérabilité à l'extrémisme violent est façonnée par les conditions géographiques, les expériences de l'enfance et l'éducation**

---

**L'isolement, l'éloignement et le manque d'exposition aux autres sont des facteurs importants dans la formation des conditions précoces qui peuvent rendre des individus vulnérables à l'extrémisme violent plus tard dans la vie**

De manière semblable à l'étude de 2017, la plupart des personnes qui ont ensuite rejoint les groupes EV ont grandi dans certaines zones les plus reculées et périphériques, souffrant de marginalisation socio-économique et de sous-développement. De manière significative, elles étaient également sur le plan statistique plus susceptibles d'avoir été moins exposées à des personnes d'autres groupes interethniques et religieux. 53 % des personnes interrogées du groupe de référence ont affirmé avoir eu des amis d'autres religions en grandissant, alors que cette proportion n'était que de 40 % pour les recrues volontaires. De plus, elles étaient beaucoup plus enclines à percevoir plus tard leur religion comme menacée, ainsi qu'à exprimer des opinions négatives sur la diversité religieuse. En tant que telle, cette étude corrobore les conclusions antérieures sur l'éloignement comme l'un des facteurs qui façonne les perceptions sous-jacentes de la menace dans l'éducation d'un enfant. Cela peut conduire à un durcissement des attitudes envers les autres plus tard et, ainsi, créer les conditions qui influencent la trajectoire d'un recrutement futur.

---

**Les perceptions du malheur vécu dans l'enfance, ainsi que d'un manque d'implication et d'intérêt de la part des parents dans l'éducation d'un enfant, augmentent la probabilité de rejoindre un groupe EV**

En s'appuyant sur les conclusions de la première étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*, il importe de noter que les perceptions du malheur vécu dans l'enfance et le manque d'implication des parents sont associés à une probabilité plus élevée de recrutement volontaire. De même, des niveaux plus élevés de bonheur vécu pendant l'enfance et l'implication parentale ressortent fortement comme une source de résilience. Toutes choses étant égales par ailleurs, l'augmentation d'un point de l'indice de bonheur de l'enfance diminue les chances de recrutement volontaire d'environ 10 %. Une augmentation

d'un point de la cote d'implication des parents diminue les chances de recrutement volontaire d'environ 25 %, conformément aux conclusions de l'étude de 2017. Il en résulte que le chemin menant un individu à l'extrémisme violent peut être considéré comme provenant, au moins en partie, du besoin non satisfait d'appartenance et de connexion de l'enfant. Le rapport souligne l'importance de la famille et de l'environnement dans lequel l'enfant est élevé comme source essentielle de résilience.

---

**L'accès à l'éducation et sa durée peuvent renforcer la résilience face à l'extrémisme violent**

Comme l'étude de 2017, la base de données confirme sans équivoque l'importance de l'éducation comme facteur de résilience. Conformément à l'étude de 2017, le chemin menant à l'extrémisme s'avère être considérablement influencé par un manque d'éducation, même de base. Les faibles niveaux d'éducation se sont avérés plus répandus parmi les recrues volontaires (59 %) qu'au niveau du groupe de référence (33 %). On a en outre constaté que le manque d'éducation affectait le rythme auquel le recrutement se produisait. Les recrues qui ont rejoint un groupe EV moins d'un mois après leur introduction avaient en moyenne quatre ans de scolarité, contre près de sept ans (6,8 ans) parmi ceux qui l'ont rejoint plus lentement. L'éducation s'est également avérée être une source importante de résilience : toutes choses étant égales par ailleurs, une année de scolarité supplémentaire réduit la probabilité de recrutement volontaire de 13 %. Des années d'études supplémentaires sont donc associées à une probabilité plus faible d'extrémisme violent.

## 2.

**La religion exerce un double pouvoir dans le cheminement vers l'extrémisme : elle est à la fois un puissant vecteur de mobilisation des doléances mais représente aussi une source importante de résilience**

---

**Plutôt que d'émerger comme une « première réponse » qui justifie le recrutement, la religion se révèle comme une pierre de touche puissante pour la collecte des griefs en fonction du contexte et pour l'identité**

Contrairement à la première étude, dans laquelle 40 % des personnes interrogées ont indiqué que les « idées religieuses du groupe » étaient la principale raison de leur recrutement volontaire, moins de la moitié (17 %) ont identifié la religion comme un facteur clé. Les hommes étaient plus enclins à la percevoir comme un facteur influent, par rapport aux femmes, qui la considéraient comme un facteur moins important.

Une proportion sensiblement plus faible de recrues volontaires percevait la diversité religieuse comme « une bonne chose » (54 %), contre 82 % au niveau du groupe de référence, ce qui montre le succès des récits extrémistes dans le durcissement des attitudes sociales et religieuses. À l'inverse, l'effet de ne pas percevoir sa religion comme menacée diminue la probabilité de recrutement volontaire de 48 à 50 %. Cela contraste avec l'étude de 2017 qui n'a observé aucune variation notable. De plus, les recrues volontaires étaient statistiquement plus susceptibles de percevoir leur religion comme menacée par rapport au groupe de référence de cette étude. L'attrait des groupes EV procurant un « sentiment d'appartenance » s'est en outre avéré être une variable prédictive statistiquement significative du recrutement volontaire au sein des groupes EV. Il ressort de l'étude que, lorsque la religion fonctionne comme une expression puissante de l'identité individuelle et collective et offre un moyen de canaliser les griefs existants et les menaces perçues, la probabilité de recrutement augmente.

---

**L'éducation et  
l'alphabétisation  
religieuses  
constituent  
des facteurs de  
protection essentiels  
contre l'extrémisme  
violent**

En faisant une distinction claire et nette entre les perceptions individuelles sur les idéologies religieuses radicales comme moteur de l'extrémisme d'une part, et les niveaux réels d'éducation religieuse et d'alphabétisation d'autre part, les résultats de l'étude montrent que les personnes qui ont rejoint volontairement un groupe EV étaient plus susceptibles d'avoir reçu moins d'années d'éducation religieuse que leurs homologues du groupe de référence. Elles étaient également plus susceptibles d'adhérer plus rapidement aux groupes extrémistes que celles qui avaient reçu une éducation religieuse plus poussée. Une proportion importante de recrues volontaires a reconnu qu'elles ne lisaient pas elles-mêmes les textes religieux, mais qu'elles s'en remettaient à des intermédiaires, ou qu'elles ont une compréhension limitée des textes, ce qui les rend plus vulnérables à l'influence des opinions importées et aux idées extrémistes. En revanche, il s'est avéré que lorsque le niveau d'éducation religieuse est élevé, la probabilité de recrutement volontaire devient plus faible. Les résultats de la nouvelle étude correspondent avec les conclusions de la première *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*, qui remettent en question les récits populaires, qui s'accumulent à l'échelle mondiale et qui confondent les idéologies religieuses avec un comportement extrémiste. Les résultats du rapport soulignent en outre l'importance de l'éducation religieuse et de l'alphabétisation religieuse comme source cruciale de résilience pour contrer les récits extrémistes.

### 3- Les mesures d'incitation économique sont essentielles pour comprendre les moteurs de l'extrémisme violent

---

L'espoir de trouver un emploi constitue le principal moteur du recrutement, reflétant un mécontentement généralisé face à l'injustice socio-économique et à la marginalisation

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* souligne à nouveau la pertinence des facteurs économiques comme moteurs du recrutement. Vingt-cinq pour cent (25%) des recrues volontaires ont cité le « manque d'opportunités d'emploi » comme principale raison de leur adhésion, notamment parmi les personnes interrogées de sexe masculin de l'échantillon. Contrairement à l'étude de 2017 et aux hypothèses répandues sur le chômage des jeunes comme moteur de l'extrémisme violent, il n'y a pas une grande corrélation entre le chômage et la vulnérabilité à l'extrémisme violent : 73 % des recrues volontaires ont exprimé leur frustration à l'égard du gouvernement en termes d'offre d'emploi, contre 71 % des membres du groupe de référence. Ainsi, l'étude révèle un sentiment généralisé de difficultés économiques et de privation en termes de perspectives au niveau de toutes les personnes interrogées, ceci est renforcé davantage par le mécontentement vis-à-vis de l'État du fait de ses défaillances.

---

Les mesures d'incitation économique convergent avec les rôles et les identités de genre

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* souligne en outre la manière dont les mesures d'incitation apparemment matérielles sont en adéquation avec les normes et les rôles sexospécifiques. Alors que les hommes interrogés citent l'emploi comme principal facteur d'adhésion aux groupes extrémistes violents, les femmes mentionnent le plus souvent l'influence de la famille, y compris de leur mari, comme principal moteur de leur décision. En moyenne, les recrues volontaires de sexe masculin ont déclaré qu'elles gagnaient peu d'argent avant de rejoindre un groupe EV et qu'elles avaient principalement un emploi vulnérable. Tandis qu'au niveau des femmes, celles qui ont suivi de façon rapide la trajectoire de l'extrémisme violent étaient également plus susceptibles d'être mariées et, par conséquent, d'assumer des responsabilités clés au sein de la famille. Ces résultats illustrent donc la manière dont les facteurs de dépendance économique, les rôles sexospécifiques traditionnels et la pression de la communauté, ainsi que le mécontentement associé aux réalités de vulnérabilité et de sous-emploi vécues, peuvent converger et affecter les trajectoires de recrutement de différentes manières.

## 4. La rupture du contrat social offre un terreau fertile pour le recrutement

---

**Le manque généralisé de confiance au gouvernement et à ses institutions montre beaucoup plus la fracture du contrat social entre l'État et ses citoyens**

Alors que l'étude de 2017 a révélé que le taux d'extrémisme violent en Afrique était le plus élevé du fait du manque de confiance et des mécontentements des citoyens envers le gouvernement, il n'a été observé aucune variation significative au niveau des statistiques sur la « confiance au gouvernement » dans la nouvelle étude. En revanche, l'étude a révélé un faible taux de confiance dans les institutions gouvernementales, en particulier dans les acteurs de la sécurité, et de faibles taux de participation démocratique au niveau de toutes les personnes interrogées. Les recrues volontaires affichent en moyenne un taux de confiance légèrement inférieur. La nouvelle série de données révèle que le contrat social entre l'État et ses citoyens est beaucoup plus fracturé qu'auparavant. Cela pourrait justifier les tendances observées d'une réelle propagation de l'extrémisme violent sur le continent ces dernières années, avec un recul du développement et un effet dévastateur conséquents.

---

**Les perceptions profondément ancrées de l'impunité et de la méfiance à l'égard des acteurs de la sécurité continuent d'alimenter le mécontentement menant à l'extrémisme violent**

Les griefs contre les acteurs de la sécurité, notamment la police et l'armée, étaient particulièrement évidents dans l'échantillon de données collectées. Soixante-deux pour cent (62%) des recrues volontaires ont déclaré avoir « peu ou pas confiance » dans la police, il en est de même pour 61 % du groupe de référence. Par ailleurs, 59 % des personnes interrogées ont exprimé une perception similaire à l'égard de l'armée, contre 46 % au niveau du groupe de référence. Ces résultats révèlent de profonds clivages entre les communautés et les acteurs de la sécurité, des éléments qui sont connus offrant un terrain fertile pour le recrutement au sein des groupes EV. Ils soulignent le besoin urgent d'améliorer la qualité et la responsabilité des institutions dans tous les domaines de prestation de services notamment dans le domaine de la sécurité.

---

**Une insatisfaction généralisée des prestations de services publics, en particulier en ce qui concerne l'emploi**

Contrairement à l'étude de 2017, qui a révélé des taux de satisfaction plus faibles chez les recrues que chez leurs homologues du groupe de référence en ce qui concerne la prestation de services gouvernementaux, la nouvelle série de données n'a pas identifié une de variation significative sur le plan statistique dans les perspectives des personnes interrogées. Ainsi,

l'insatisfaction vis-à-vis des prestations de services n'apparaît pas comme une variable prédictive importante de la probabilité d'un recrutement volontaire. Néanmoins, les nouveaux résultats révèlent clairement des perceptions négatives généralisées en termes de perspectives au niveau de tous les groupes, en ce qui concerne les questions liées à l'emploi, la sécurité et la justice. Un pourcentage frappant de 73 pour cent des recrues volontaires ont déclaré qu'elles pensaient que le gouvernement ne faisait pas bien son travail en ce qui concerne les offres d'emploi, le groupe de référence affiche une proportion tout aussi élevée de 71 pour cent. Alors que le groupe de référence et les recrues volontaires étaient divisés presque également au niveau de leurs perceptions du rôle de l'État dans la fourniture de la sécurité quotidienne, les recrues de sexe masculin avaient des opinions plus critiques que celles de sexe féminin.

---

**Une attirance croissante envers les groupes EV considérés comme alternatives à l'État**

La méfiance à l'égard du gouvernement et l'insatisfaction vis-à-vis de la prestation de services de l'Etat soulignent une attirance vers groupes EV qui se présentent comme des proto-États et des fournisseurs de services alternatifs. Grâce à des données contextuelles du Mali et de la Somalie, l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* a aidé à expliquer les perceptions du rôle des groupes EV en tant que prestataires de services dans des domaines clés, tels que la médiation des conflits locaux, la justice et la sécurité quotidienne. Au Mali, une part importante des recrues volontaires a souligné l'importance des groupes EV dans la médiation des conflits locaux (70 %) et dans la sécurité quotidienne (71 %). En Somalie, 62 % des recrues volontaires ont souligné le rôle des groupes EV dans la garantie de la sécurité au quotidien et 58 % ont identifié leur rôle dans la fourniture de la justice. Bien que des recherches supplémentaires soient nécessaires, cela donne un aperçu du processus par lequel les groupes EV exploitent les déficits de gouvernance existants et s'appuient sur la délégitimation progressive de l'État formel pour mobiliser le soutien et puiser dans les griefs localisés et les récits de victimisation et d'injustice.

---

**Les acteurs locaux sont plus fiables que les autorités étatiques**

Les chefs religieux et communautaires ont gagné des taux de confiance significativement plus élevés, bien que ces taux soient plus faibles parmi les recrues volontaires, conformément à l'étude de 2017. Une majorité significative de toutes les personnes interrogées étaient favorables aux chefs religieux, 80 % des



recrues volontaires ont déclaré avoir « un peu » ou « beaucoup de confiance », contre 84 % des personnes interrogées du groupe de référence. L'étude compare ces chiffres avec ceux relatifs aux leaders communautaires, avec jusqu'à 75 % des personnes interrogées du groupe de référence et 63 % des recrues volontaires indiquant qu'elles avaient « une certaine » ou « beaucoup de confiance » en ces leaders. Conformément à l'étude de 2017, cette situation souligne l'importance des facteurs de proximité et du rôle des acteurs locaux en tant que premiers intervenants dans les zones touchées par la menace de l'extrémisme violent et dans les zones caractérisées par une présence étatique limitée. Cela confirme en outre le rôle crucial que les chefs religieux et les organisations confessionnelles peuvent jouer pour contrer les récits extrémistes violents et renforcer la cohésion.

## 5. Le point de basculement

---

**L'absence d'un  
« point de  
basculement »  
réduit de manière  
significative le risque  
de recrutement**

L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* a mis en avant la notion d'un déclencheur transformateur qui pousse de manière décisive les individus de la catégorie à risque à rejoindre un groupe EV. Reconnaisant la radicalisation comme un processus hautement socialisé et dialectique, influencé par une convergence de facteurs et de conditions, cette étude examine comment la décision d'un individu de rejoindre un groupe extrémiste violent a été influencée par la survenue d'un événement déclencheur spécifique, également considéré comme un « point de basculement », tout en analysant les statistiques liées à de tels événements. Le rapport révèle que 48 % des personnes interrogées ont déclaré avoir vécu un point de basculement. Pour quelqu'un qui n'en avait pas connu, la probabilité d'un recrutement volontaire était fortement réduite de 40 à 50 % par rapport à quelqu'un qui avait vécu un tel événement.

---

**L'action du gouvernement,  
accompagnée d'atteintes aux  
droits humains, continue de  
déclencher, d'alimenter et  
d'accélérer le recrutement  
dans des groupes  
extrémistes violents**

Soixante et onze pour cent (71%) parmi les 48 % des personnes interrogées ont cité le fait d'avoir vécu un événement déclencheur, tel que l'action du gouvernement, y compris le meurtre et l'arrestation des membres de leur famille ou d'amis, comme l'événement spécifique qui les a finalement poussés à rejoindre un groupe EV. Ces résultats sont similaires à ceux de l'étude de 2017. Les événements déclencheurs se sont également avérés être un accélérateur significatif du recrutement, avec des niveaux de colère

et de peur plus élevés parmi ceux qui ont rejoint plus rapidement, par rapport à ceux qui ont rejoint plus lentement et ont déclaré ressentir principalement de l'espoir. Ainsi, en cohérence avec la précédente étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*, le nouveau rapport met en évidence la manière dont le recrutement au sein des groupes EV présente une opportunité unique de changement et une opportunité de se rebeller contre le statu quo. Ses résultats illustrent dans la plupart des cas, que l'action de l'État, accompagnée d'une forte escalade des violations des droits humains, semble être un facteur prédominant poussant les individus à intégrer des groupes EV en Afrique.

## 6.

### Le processus de recrutement

---

**L'influence des réseaux sociaux et des pressions dans l'adhésion à un groupe EV**

Quarante pour cent (40%) des recrues volontaires ont rejoint un groupe EV dans le mois suivant leur première rencontre avec le groupe et 67 % l'ont rejoint au cours de l'année. Les données confirment l'importance des facteurs liés au caractère socialisé du processus de recrutement, notamment l'influence des réseaux de pairs et de la famille. Une majorité (45 %) des recrues volontaires ont rejoint un groupe EV avec des amis, tandis que 15 % se sont joints avec des membres de leur famille et 16 % y ont adhéré à titre individuel. Parmi celles qui se sont jointes moins d'un mois après leur introduction, une proportion plus élevée de recrues s'est jointe avec un ami (58 %), contre 22% des recrues rapides qui se sont jointes au groupe seules. De plus, lors de l'analyse de ces tendances selon le sexe, les recrues de sexe masculin étaient plus susceptibles d'adhérer avec des amis (61 %), tandis que les recrues de sexe féminin avaient tendance à se joindre avec des membres de leur famille (50 %). La plupart des recrues de sexe masculin ont également été introduites dans le groupe par des amis (50 %), tandis que la plupart des femmes ont été introduites par leurs maris (46 %). Cette différence reflète probablement les rôles et responsabilités sexospécifiques au sein des structures et des réseaux familiaux dans les pays couverts par l'étude.

---

**Une utilisation accrue d'Internet – dans les zones où la pénétration d'Internet est limitée – est associée à une moindre susceptibilité à l'extrémisme violent**

Sur le plan statistique, il existe un lien important entre les faibles taux d'utilisation d'Internet et la probabilité de recrutement volontaire. Les recrues volontaires qui n'ont jamais utilisé ou n'ont pas eu accès à Internet ont déclaré avoir plus rapidement adhéré à un groupe EV que les autres. Parmi les « recrues rapides », les médias traditionnels tels que la radio ont également été cités comme la principale source d'information après le bouche-à-oreille. Ils étaient également plus susceptibles de se joindre à des amis que de s'engager seuls ; ce qui montre qu'il y a un lien entre une faible utilisation d'Internet et une plus grande vulnérabilité à l'influence des pairs dans le processus de recrutement. Au niveau des femmes, on note un faible taux d'accès à Internet dans le groupe volontaire et de référence, par rapport aux hommes. Cela diffère de l'étude de 2017, qui a révélé que les personnes interrogées du groupe volontaire ont signalé un taux d'utilisation supérieur de 9 % par rapport à leurs homologues du groupe de référence. Le rapport a montré qu'à mesure que les taux de connectivité s'améliorent, le potentiel de recrutement en ligne augmente également, ce qui offre une portée beaucoup plus large que les processus localisés. En effet, reconnaissant les limites de l'influence en ligne dans les zones périphériques où la pénétration d'Internet est faible, les groupes EV ont adapté leurs stratégies pour combiner des tactiques de recrutement hors ligne et en ligne, afin de pouvoir atteindre ceux qui ne l'étaient pas auparavant.

---


**Les recrues volontaires ont indiqué de faibles taux de participation et de sensibilisation aux initiatives de prévention de l'extrémisme violent (PEV) au niveau des recrues volontaires par rapport à leurs homologues du groupe de référence**

Une proportion significativement élevée de recrues volontaires (70%) a déclaré qu'elles n'étaient pas au courant des initiatives de prévention au moment de leur engagement, par rapport à celles qui en avaient connaissance (30 %). On note un taux plus élevé de sensibilisation et de participation à de telles initiatives au niveau des répondants du groupe de référence par rapport aux recrues volontaires.

---

**« JE NE POUVAIS PAS IMAGINER CE QUI M'ATTENDAIT AVANT DE REJOINDRE LE GROUPE – MON AMI M'AVAIT DIT QUE CE SERAIT LA MEILLEURE DECISION DE MA VIE. IL M'AVAIT PRIE DE REJOINDRE CETTE GRANDE CAUSE ET M'AVAIT AFFIRME QUE JE VERRAIS LA DIFFERENCE LORSQUE J'EN FERAI PARTIE. MAIS AU FINAL JE N'AI RIEN TROUVE ET JE ME CONSIDERE COMME CHANCEUX CAR JE SUIS ENCORE EN VIE »**

*Ali, 31 ans, Somalie*

A close-up, high-resolution photograph of a woman's eye. The eye is dark and looking slightly to the left. The skin around the eye is a warm, reddish-brown tone. There are some small, dark spots on the skin, particularly near the eye and on the cheek. The lighting is soft and natural, highlighting the texture of the skin and the intensity of the eye.

---

« JE CHERCHAIS OU JE POURRAIS VIVRE EN TOUTE LIBERTE PUISQUE  
JE NE POUVAIS PAS L'OBTENIR AU SEIN DE MA FAMILLE. J'AI VECU LA  
MEME CHOSE AU SEIN DU GROUPE, OÙ J'AVAIS L'IMPRESSION D'ETRE  
DANS UNE PRISON. MES OPINIONS ET DE MES DESIRS, TELS QUE  
L'ARGENT, N'ONT JAMAIS ETE PRIS EN COMPTE »

Hawa, 26 ans, Somalie

---

# Les voies de désengagement

7.

**Les moteurs de désengagement. Des attentes non satisfaites et la désillusion face aux actions et à l'idéologie du groupe offrent des points d'entrée cruciaux pour le désengagement volontaire**

---

**Une prévalence des attentes non satisfaites parmi ceux qui ont quitté volontairement le groupe EV**

Soixante-dix-sept pour cent (77%) de ceux qui ont choisi de quitter un groupe EV ont déclaré que leurs attentes n'avaient pas été satisfaites, contre 60 % des personnes ayant fait l'objet d'arrestation. La relation entre le désengagement volontaire et les attentes non satisfaites ou déçues s'est avérée au plan statistique importante. Les chiffres montrent une relation étroite entre les attentes initiales non satisfaites et la décision de quitter volontairement le groupe EV.

---

**Les mesures d'incitation économique figurent en bonne place dans la décision de se désengager**

Soixante-deux pour cent (62%) des personnes capturées par arrestation ont déclaré avoir été payées alors qu'elles étaient membres du groupe EV, contre seulement 49 pour cent de celles qui se sont désengagées volontairement. On note une grande variation des avis des personnes interrogées sur le plan statistique et un lien entre des taux de paiement inférieurs et le désengagement volontaire. L'étude a également révélé que ceux qui ont rejoint rapidement ont exprimé une plus grande déception face aux récompenses monétaires (42 %) que ceux qui l'ont rejoint dans l'année (32 %). Ces résultats diffèrent fondamentalement de l'étude de 2017, qui ne considérait pas les facteurs économiques comme un facteur de désengagement aussi important que pour le recrutement.

---

**La désillusion vis-à-vis de l'idéologie et/ou des actions du groupe est essentielle pour déclencher un tournant décisif**

Lors de l'examen de l'importance des facteurs influençant la décision finale de partir, les résultats ont montré que les moteurs de désengagement étaient étonnamment d'ordre comportemental et idéologique, par rapport à d'autres facteurs tels que les mauvais traitements et la faim. Cela dénote d'un

gap entre les promesses et les idées initiales du groupe et ses pratiques réelles. 68 % des personnes interrogées ont identifié le fait de « ne plus être d'accord avec les actions du groupe », y compris le meurtre de civils, comme le facteur le plus important de désengagement. Soixante pour cent (60%) de ceux qui se sont volontairement désengagés ont identifié « ne plus croire à l'idéologie du groupe EV » comme le deuxième facteur le plus influent les incitant à partir. Quatre-vingt-cinq pour cent (85%) des recrues de sexe féminin ont déclaré que le fait de ne plus croire en l'idéologie du groupe EV avait une influence majeure sur leur décision de partir, contre 62 % pour les hommes. Ces résultats soulignent l'importance d'aborder les valeurs et les croyances sous-jacentes qui sous-tendent les comportements extrémistes violents comme une voie pour renforcer durablement la résilience, ainsi que les griefs sous-jacents qui donnent lieu à un changement cognitif et à une réceptivité envers les groupes EV et les idées extrémistes.

---

**Ceux qui se désengagent volontairement sont moins susceptibles de rejoindre un groupe et d'en recruter d'autres, tandis que les personnes arrêtées affirment qu'elles ont l'intention de se réengager dans des activités extrémistes violentes**

Lors de l'analyse de l'intention des personnes interrogées de se réengager éventuellement dans un groupe EV, une proportion plus élevée de celles qui se sont désengagées volontairement ont exprimé l'intention de ne pas se réengager dans un tel groupe (65 %), par rapport aux personnes capturées par arrestation, qui ont exprimé une plus grande intention de se réengager, dans le but de « recruter plus de personnes à rejoindre le groupe » (40 %). Pour les personnes arrêtées, le facteur le plus important les motivant à se réengager était le fait que les groupes EV « provoquaient un sentiment d'appartenance » (35 %) et « voulaient demander justice » (32 %). Cela peut refléter le fait que les personnes capturées par le biais d'une arrestation ont une opinion plus positive de l'utilisation de la violence comme moyen légitime de répondre au mécontentement et de réaliser un changement social, contrairement à ceux qui se désengagent volontairement. Cela souligne encore la pertinence des approches de prévention fondées sur le comportement.

## 8.

### Le processus de désengagement

---

**Les mesures d'incitation gouvernementales et les programmes d'amnistie ont un impact sur désengagement**

La plupart des personnes interrogées qui se sont volontairement désengagées d'un groupe EV ont déclaré que les mesures d'incitation gouvernementales et les programmes d'amnistie avaient influencé sur leur décision de partir. De même, la sensibilisation à ces programmes d'amnistie et de réintégration soutenant le désengagement est également apparue comme cruciale dans le processus du désengagement.

---

**Le désengagement a un effet en cascade**

Le fait de rejoindre un groupe EV est un processus socialisé, la décision de se désengager du groupe l'est aussi. Le désengagement est étroitement lié à la décision de partir des membres de la famille, des amis et des membres de la communauté. La plupart des hommes ont déclaré qu'ils étaient partis avec des amis (42 %), tandis que les femmes ont avoué qu'elles étaient parties du groupe avec leur mari (31 %), suivies par d'autres membres de leur famille (29 %). Cela contraste avec les très rares personnes qui ont décidé de quitter sur initiative personnelle. Ces résultats soulignent l'importance de considérer l'ensemble de l'écologie sociale des réseaux de pairs, du lien social et de l'identité comme des aspects vitaux des processus de désengagement, tout en renforçant les dimensions comportementales qui peuvent renforcer la résilience des individus.

---

**Une approche sexospécifique est essentielle pour autonomiser les communautés dans leur ensemble**

Il ressort de l'étude que les voies menant à l'extrémisme et en sortir étaient fortement sexo-spécifiques. Il est étonnant de constater que les principaux facteurs qui influencent la décision d'adhérer au groupe semblent être moins idéologiques au niveau des femmes que pour les hommes, par rapport aux facteurs de socialisation et à la dépendance à l'égard de la famille et du mari. Le rapport souligne le potentiel des femmes à freiner les récits idéologiques connus qui servent de base de communication dans l'enrôlement des jeunes en fonction du contexte. Les femmes étaient également moins susceptibles d'être au courant des initiatives de PEV que les hommes, mais parmi celles qui participaient à ces initiatives, elles indiquaient un niveau de participation plus élevé à la fois dans les groupes primaires et de référence, par rapport aux hommes. Le rapport souligne davantage le potentiel très important et souvent inexploité des femmes dans l'autonomisation des communautés en ce qui concerne les initiatives de PEV

---

« J'AI REJOINT LE GROUPE PARCE QUE JE ME SENTAIS FRUSTRE PAR  
MES CONDITIONS DE VIE QUOTIDIENNE, PAR LA VIE QUE JE MENAIS.  
J'ETAIS TRES PAUVRE ET VULNERABLE, ET J'AVAIS UNE FAMILLE A MA  
CHARGE. JE PENSAIS QU' AU SEIN DU GROUPE, J'AURAI UN MEILLEUR  
STATUT EN TANT QU'ERUDIT, QUE JE SERAIS EN MEILLEURE POSTURE  
ET QUE, DANS LE PIRE DES CAS, JE MOURRAIS EN MARTYR. »

*Mustapha, 39 ans, Niger*



---

# Implications de l'étude

Compte tenu des évidences générées par cette étude, quelles sont les mesures qui peuvent être prises aussi bien sur le plan programmatique que stratégique pour empêcher les hommes et les femmes de rejoindre les groupes EV ? La section suivante résume les principales implications des conclusions du rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0*. Les résultats de cette étude renforcent bon nombre des conclusions de l'étude sans précédent de 2017. Le rapport réaffirme bon nombre des implications identifiées il y a cinq ans et fait des recommandations de nouveaux domaines importants.

## Implications programmatiques

Les implications programmatiques sont présentées en relation avec les principaux résultats issus des données.

---

### Education et scolarisation

L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* a montré que les communautés périphériques et frontalières ont des vulnérabilités spécifiques, elles souffrent souvent de marginalisation datant de plusieurs générations et de négligence sur le plan socio-économique. Malgré leur résilience, ces communautés se révèlent plus isolées et moins exposées aux autres, avec des perspectives de développement plus limitées et une pénétration d'Internet plus faible. La nouvelle étude du PNUD met en évidence la manière dont des expériences vécues durant l'enfance et en matière d'éducation façonnent la manière dont un individu par la suite ressent un sentiment d'identité et d'appartenance. Elle montre comment l'absence de ces facteurs augmente au niveau de l'individu la probabilité de les rechercher en adhérant à un groupe EV.

Bien que les preuves des facteurs psychologiques soient difficiles à apporter, le rapport souligne l'importance des interventions psychosociales. Il s'agit entre autres de :

- **Redoubler** d'efforts pour soutenir la résilience des communautés grâce à une approche globale de la société avec des programmes ciblés axés sur le développement pour les zones périphériques et frontalières à risque.
- **Concevoir** des programmes d'interventions de PEV en fonction de l'âge, qui traitent les vulnérabilités spécifiques de certains groupes de jeunes, y compris les enfants et les adolescents.
- **Soutenir** les efforts impulsés par la communauté, culturellement sensibles visant à sensibiliser à la bonne parentalité, à la problématique sexospécifique et à la violence domestique, ainsi que de réviser les programmes scolaires et ceux de formation des enseignants pour accorder une plus grande priorité à la citoyenneté et à l'engagement civique ; au respect de la diversité et à la pensée critique.
- **Investir** dans le renforcement des capacités des jeunes, leur pouvoir d'action et leur leadership (en dehors des structures scolaires formelles), par le biais, par exemple, d'opportunités de mentorat et d'un soutien financier aux organisations de jeunes avec un accent particulier sur l'autonomisation des jeunes femmes et le renforcement de l'engagement des jeunes dans les projets de PEV, y compris l'identification des jeunes leaders en PEV (aussi bien des anciennes recrues et des jeunes qui ont résisté au recrutement), et leur permettre de partager leurs connaissances et expériences.

---

## Idéologies religieuses

La religion apparaît comme un vecteur important de mobilisation des griefs mais représente également une source importante de résilience. De façon particulière, des niveaux d'éducation religieuse plus élevés s'avèrent être une force préventive pour ralentir le rythme du recrutement. On note qu'une plus grande diversité religieuse permet de réduire considérablement la probabilité de recrutement. Au niveau programmatique, les actions suivantes peuvent être menées :

- **Soutenir et amplifier** les voix des leaders religieux qui prêchent la tolérance et la cohésion interconfessionnelle, en dénonçant les interprétations erronées de l'islam, en contrant les récits nuisibles et en promouvant des messages alternatifs.

- **Capitaliser** sur le rôle important que l'enseignement religieux peut jouer comme source de résilience, en soutenant de façon accrue l'alphabétisation religieuse au sein des groupes à risque.
- **Investir** dans les systèmes de gouvernance dirigés par la communauté qui promeuvent un leadership transparent et responsable sur les affaires religieuses, y compris dans des domaines tels que l'élaboration de programmes dans les médersas et l'engagement avec les parents sur le contenu éducatif.
- **Engager et inclure** les leaders religieux et les femmes de foi dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des stratégies nationales et infranationales de PEV.

---

## Facteurs économiques

Les pressions économiques constituent un moteur central de l'extrémisme, reflétant la pauvreté multidimensionnelle et le manque d'opportunités d'emploi, ainsi que les rôles et les attentes sexospécifiques. Cependant, une focalisation unidimensionnelle sur la formation professionnelle et sur l'appui aux moyens de subsistance ne peut produire à elle seule des résultats durables, à moins qu'elle ne puisse susciter des attentes et répondre aux espoirs socio-économiques d'un emploi durable et ainsi s'attaquer aux griefs sous-jacents de privation socio-économique et aux sentiments profonds d'injustice et de marginalisation qui poussent les individus à chercher des alternatives. Les données ventilées par sexe, relatives aux moteurs économiques du recrutement montrent que les décisions d'adhésion ne sont pas seulement influencées par des incitations matérialistes, mais également par les rôles sexospécifiques socialement construits en ce qui concerne les attentes en matière de rôles et de responsabilités au sein de la famille.

- **Investir** dans la régénération économique des zones à risque, notamment en modernisant les infrastructures, en donnant la priorité à la création d'emplois et en améliorant l'accès aux marchés et aux services financiers.
- **Mettre en place** des programmes de génération de revenus sexospécifiques pour les jeunes à risque ainsi que des programmes de subsistance à long terme et une formation à l'entrepreneuriat qui intègre les compétences de la vie, les valeurs de citoyenneté et la cohésion sociale.

- **Développer** des stratégies qui offrent des mesures d'incitation économiques et des alternatives aux recrutées, en engageant des communautés plus larges pour éviter la perception de ne récompenser que les personnes qui ont été recrutées dans les groupes EV.

---

## État et citoyenneté

La relation profondément fracturée entre l'État et les citoyens met en évidence le risque d'une nouvelle expansion de l'extrémisme violent. Pour éviter cela, il faut améliorer la qualité de la prestation des services de l'État et remédier aux déficits de gouvernance. Cela appelle également à une réinvention fondamentale du contrat social de la base vers le sommet pour garantir la responsabilité, la légitimité et la pertinence de l'État aux yeux des citoyens qu'il est censé servir. Il s'agira de :

- **Améliorer** la prestation de services dans les domaines de la sécurité, de la justice et d'autres services de base fournis par l'État, en intégrant le contrôle et l'engagement des citoyens dans la mise en œuvre.
- **Renforcer** le contrôle des acteurs de la sécurité de l'État par des organes civils indépendants, avec une responsabilité et des sanctions claires en cas d'abus, afin de lutter fondamentalement contre l'impunité et d'y mettre fin.
- **Redynamiser** les campagnes anti-corruption mettant un nouvel accent sur le renforcement de la confiance et de la responsabilité entre les citoyens et l'État, et mettre fin à l'impunité au niveau des fonctionnaires.
- **Élaborer** des plans d'action nationaux de PEV de manière participative et intégrer une approche sectorielle plus large sur les questions touchant à la jeunesse.
- **Investir** dans une plus grande résilience des institutions et des processus démocratiques et soutenir les initiatives d'éducation civique.
- **Soutenir** des initiatives qui redynamisent le contrat social et renforcent les identités nationales, la cohésion sociale et la citoyenneté.

---

## Le point de basculement

La relation profondément fracturée entre l'État et les citoyens met en De nombreuses recrues ont connu un « point de basculement ». Il s'agit le plus souvent une action du gouvernement ou du meurtre ou de l'arrestation d'un ami ou d'un membre de leur famille. Le rapport constate que l'absence d'un « point de basculement » réduit considérablement la probabilité de recrutement de 40 à 50 %, tandis que l'occurrence d'un point de basculement est confirmée comme un moteur important qui alimente, catalyse et accélère le recrutement dans les groupes EV. Ces abus et les facteurs sous-jacents à l'origine de ces griefs doivent être traités et éliminés. Pour aider à soulager la souffrance psychologique et à briser ces cycles de violence, des mesures de santé mentale et de soutien psychosocial devraient être intégrées dans les programmes de PEV, comme cela se produit de plus en plus dans la consolidation de la paix. Il importe de :

- **Accélérer** la mise en œuvre des processus de réforme du secteur de la sécurité adaptés aux défis spécifiques de l'extrémisme violent qui sont fondés sur le droit international humanitaire, les normes et les approches fondées sur les droits et qui intègrent des mécanismes de contrôle civique et de renforcement de la confiance.
- **Soutenir** un contrôle efficace des acteurs de la sécurité de l'État par la mise en place d'un organe indépendant dirigé par des civils, avec une responsabilité claire et des sanctions prévues en cas d'abus.
- **Soutenir** des mécanismes et des échanges qui renforcent la confiance entre les autorités locales (y compris les acteurs de la sécurité) et les communautés qu'elles sont censées servir.
- **Intégrer** la santé mentale et le soutien psychosocial dans les programmes de PEV, y compris le soutien aux services communautaires de conseil en traumatologie.
- **Concevoir** des programmes alternatifs / de contre-messages contextualisés aux cultures et langues locales qui peuvent être diffusés par des organisations locales de confiance, par SMS, radio et à travers les centres communautaires.

---

## Le processus de recrutement

Malgré les aspects hautement personnalisés de la trajectoire d'un individu vers l'extrémisme violent, ce rapport confirme que le recrutement est un processus hautement socialisé et sexospécifique qui varie considérablement en fonction du sexe. De plus, contrairement aux hypothèses répandues sur la radicalisation en ligne, le rapport a révélé que l'utilisation accrue d'Internet diminue considérablement la probabilité de recrutement. Pourtant, dans les zones périphériques où la pénétration d'Internet est plus faible, cela implique une plus grande dépendance aux réseaux de pairs. Enfin, le rapport souligne la nécessité de renforcer la résilience de la communauté grâce à la messagerie hors ligne et aux médias traditionnels.

- **Réaliser** une étude plus large sur les modèles de recrutement désagrégés par sexe afin d'approfondir la compréhension des pressions, des attentes et des incitations sous-jacentes.
- **Développer** des stratégies et des programmes de PEV sexospécifiques qui appliquent une perspective sexospécifique aussi bien pour l'analyse des problèmes et la définition des objectifs et la conception, la mise en œuvre et le suivi.
- **Développer** une programmation sexospécifique adaptée aux voies de sortie spécifiques des femmes et des filles.
- **Soutenir** les efforts visant à renforcer la résilience communautaire par le biais de la radio et de la messagerie hors ligne.
- **Soutenir** la conception de programmes de messages alternatifs / contre-messages contextualisés aux cultures dans les langues locales et les diffuser par le biais d'organisations locales de confiance via SMS, radio et centres communautaires.

---

## Les moteurs de désengagement : le tournant décisif

Les voies permettant de sortir de l'extrémisme nécessitent un changement fondamental au niveau des croyances et des valeurs pour produire des résultats durables. Le désengagement est un processus très localisé, au sein duquel les acteurs locaux et les communautés, dans leur ensemble, ont des rôles importants à jouer dans le renforcement de la résilience et le maintien du changement de comportement.

- **Soutenir** les efforts déployés pour renforcer et reconstruire les liens sociaux, promouvoir un sentiment d'appartenance et offrir une identité alternative qui rejette la violence comme moyen de répondre au mécontentement, de résoudre les conflits, d'exprimer son libre arbitre ou de poursuivre un objectif.
- **Soutenir** les efforts communautaires de réintégration et de réconciliation par le biais d'organisations communautaires et locales, notamment en s'appuyant sur rôle des leaders communautaires et des communautés, y compris les réseaux et les relations entre les pairs.
- **Redynamiser** les efforts de prévention pour éviter un retour à la violence, notamment en reconnaissant la légitimité des griefs et les dynamiques structurelles, politiques et économiques, ainsi que les facteurs de risque qui ont pu contribuer au départ à l'extrémisme violent.
- **Travailler** en étroite collaboration avec d'anciennes recrues pour développer et communiquer des narratifs afin de dissuader les jeunes sur les avantages économiques de leur adhésion aux groupes EV.
- **Développer** des stratégies qui offrent des mesures d'incitation économique et des alternatives aux recrues en engageant des communautés plus larges pour éviter d'être perçues comme récompensant les anciennes recrues.

---

**« ON NOUS AVAIT PRÊCHÉ LA JUSTICE ET L'ÉQUITÉ. MAIS, CE N'ÉTAIT PAS LA RÉALITÉ DES CHOSES DANS LA BROUSSE ».**

*Sadiq, 24 ans, Cameroun*

---

## Le processus de désengagement

L'étude met en évidence la dimension de socialisation des processus de désengagement. Elle met l'accent sur la nécessité de renforcer la prise de conscience et la disponibilité des voies de sortie.

- **Mettre à l'échelle** les programmes d'amnistie et d'autres opportunités de sortie pour les recrues désillusionnées et investir dans des services complets de réadaptation et de réintégration. Il s'agit notamment de mécanismes de santé comportementale et mentale et de soutien psychosocial qui peuvent aider à empêcher les individus de ressentir des sentiments d'isolement et d'aliénation dans le processus de désengagement qui peuvent, à leur tour, contribuer à la récidive.
- **Soutenir** les efforts de sensibilisation et l'accessibilité des programmes d'amnistie et de désengagement, à travers des mesures de renforcement de la confiance pour relier les interventions nationales et sous-régionales au niveau communautaire.
- **Développer** des stratégies et des programmes de PEV de désengagement sexospécifique qui appliquent une démarche sexospécifique dans l'analyse des problèmes et la définition des objectifs, ainsi que dans le processus de conception, de mise en œuvre et de suivi des programmes.
- **Renforcer** les réseaux et structures de pairs en impliquant les anciens membres de groupes EV en tant qu'ambassadeurs pour porter des messages alternatifs / contre-messages, notamment en fournissant des récits alternatifs et en développant des programmes d'apprentissage et d'éducation entre pairs.

---

« JE VOULAIS AVOIR UNE VIE NORMALE JUSTE COMME D'AUTRES PERSONNES, UNE VIE PLEINE DE LIBERTE. C'EST-CE QUI M'A AMENE A QUITTER LE GROUPE. »

Baana, 21 ans, Somalie



## Implications politiques

Les implications programmatiques ont montré qu'il est nécessaire de mettre en place de stratégies et des interventions pratiques principalement aux niveaux national et infranational pour prévenir l'extrémisme violent. Toutefois, la programmation pourrait être entravée et compromise si le contexte politique national et international au sens plus large n'est pas propice à l'approche multiforme et axée sur le développement requise. Bien que les risques des réponses axées sur la sécurité et la nécessité d'une approche centrée sur le développement sont largement reconnus, cela ne s'est pas encore traduit dans la réorientation et la redéfinition des priorités nécessaires des politiques et ressources internationales. Par conséquent, une action urgente est requise dans le domaine politique, aussi bien au niveau national qu'international, pour inverser cette tendance et donner la priorité aux approches préventives axées sur le développement. En s'appuyant sur l'analyse du contexte plus large de l'étude, on peut retenir les implications politiques suivantes :

---

### Tenir la promesse faite : vers un contrôle efficace du respect des droits humains, de l'État de droit et de la responsabilité pour les réponses antiterroristes militarisées et centrées sur l'État

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* met en évidence une méfiance et un mécontentement répandus et généralisés envers la police et l'armée. Il fournit des preuves solides que le comportement des agences de sécurité de l'État pourrait parfois être considéré comme un accélérateur, un moteur et un « point de basculement » de premier plan pour le recrutement dans le cheminement vers l'extrémisme, plutôt que l'inverse. Les conclusions du rapport montrent clairement la nécessité d'un contrôle plus efficace du respect des droits humains, de l'État de droit et de la responsabilité de la part des acteurs de la sécurité de l'État.

- **Exercer** un contrôle efficace et une responsabilisation en matière de respect des droits humains et de l'État de droit dans les réponses antiterroristes militarisées et centrées sur l'État – sous réserve du renforcement et de la mise en œuvre d'un contrôle systématique et du respect des normes relatives aux droits humains et de l'État de droit, s'étendant au-delà des acteurs de la sécurité de l'État.

- **Examiner** de manière régulière la Stratégie antiterroriste mondiale en tant que mécanisme de contrôle international solide et indépendant pour évaluer et atténuer plus efficacement les dommages causés par les mesures antiterroristes, notamment en ce qui concerne l'égalité des sexes et l'espace civique.

---

## Réinventer et redynamiser le contrat social de la base jusqu'au sommet

La nouvelle étude met en évidence la relation beaucoup plus fracturée et divisée entre l'État et les citoyens, qui se reflète en partie par le sentiment d'apathie qui caractérise toutes les personnes interrogées au sujet de l'impact des élections et la possibilité qu'elles puissent apporter un changement positif en termes de perspectives. Les données reflètent une évolution des taux de confiance dans le processus démocratique, mais montrent également des perceptions plus divisées et fracturées de l'État dans le domaine de la prestation de services et de la confiance dans l'État et les institutions. Cela confirme la nécessité d'une approche redynamisée qui s'appuie sur l'action des personnes, crée des voies pour une résilience communautaire accrue et rétablit le contrat social entre les citoyens et l'État, en tant que fondement pour le maintien de la paix. Il s'agira de :

- **Investir** de façon soutenue et durable dans l'appui au renforcement de la démocratie de la base vers le sommet, notamment en rendant plus visibles et accessibles les mécanismes de participation politique et d'engagement civique dans les programmes de développement locaux et nationaux.
- **Développer et renforcer** des politiques qui garantissent un contrôle efficace, des réponses adaptées et adéquates fondées sur le développement, en particulier dans le domaine de la prestation de services, de la lutte contre la corruption et de la responsabilité, pour contester l'émergence des groupes EV en tant que concurrents proto-étatiques en matière d'autorité et légitimité.
- **Recentrer** les approches de sécurité humaines dans la programmation de la PEV en tant qu'outil et cadre efficaces pour lutter contre les inégalités sous-jacentes, le mécontentement et les causes profondes de l'extrémisme violent, ce qui va améliorer l'espace de solidarité car les gens seront plus disposés à réfléchir, à élaborer des stratégies et à participer à des actions transformatrices de la société.

- **Créer** des opportunités et le cadre pour élaborer et mettre en œuvre des mesures de confiance entre l'État et la société afin de réinventer un contrat social adapté à l'Afrique subsaharienne du XXI<sup>e</sup> siècle, notamment en déployant des efforts visant à renforcer les identités nationales, la cohésion sociale et la citoyenneté.

---

## Renforcer la légitimité de l'État grâce à l'amélioration de la prestation de services, de la qualité et de la responsabilité de la prestation de services de l'État

Les résultats du rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* renforcent l'appel à un engagement renouvelé des États pour améliorer la qualité et la responsabilité des institutions dans tous les domaines de prestation de services aux niveaux national et infranational, en particulier dans les zones à risque, en tant que voie essentielle pour renforcer la légitimité et la responsabilité de l'État.

- **Augmenter** les investissements et **assurer** l'amélioration de la qualité et de la responsabilité des services de l'État en tant que moyen fondamental et plus efficace de lutter contre l'extrémisme violent par rapport aux interventions autonomes axées sur la sécurité.
- **Apporter** un appui soutenu au processus démocratique aux niveaux infranational et local, y compris par le biais d'une construction démocratique ascendante, allant au-delà de la tendance à concentrer l'attention et les ressources sur les cycles électoraux nationaux.
- **Investir et accompagner** les efforts déployés pour renforcer la capacité technique dans la fourniture et la prestation de services publics.

---

## Intégrer une approche sensible aux conflits dans les efforts de lutte contre l'extrémisme violent

L'extrémisme violent est inextricablement lié à la dynamique des conflits, tant au niveau local que national. Ainsi, les interventions visant à prévenir ou à contrer l'extrémisme violent auront inévitablement un impact sur la dynamique des conflits. L'étude met en évidence un manque de confiance généralisé dans les gouvernements, en particulier dans les forces de sécurité de l'État. Dans ce contexte, le soutien

international aux stratégies centrées sur l'État, notamment pour renforcer les forces de sécurité de l'État, risque de renforcer les structures de pouvoir.

Il s'agira de :

- **Intégrer** des approches sensibles aux conflits dans les efforts de lutte contre l'extrémisme violent, en y mettant les personnes au cœur du dispositif et en renforçant les capacités d'analyse, d'évaluation et d'atténuation des risques d'interactions potentiellement néfastes entre les réponses à l'extrémisme violent, les populations locales et la dynamique des conflits grâce à une approche de sécurité humaine.
- **Renforcer** l'analyse et les conseils pratiques concernant les approches sensibles aux conflits pour contrer et prévenir l'extrémisme violent afin de s'assurer que les impacts néfastes sont minimisés tout en s'appuyant sur les opportunités de consolidation de la paix.
- **Soutenir** des stratégies multipartites pour contrer et prévenir l'extrémisme violent, plutôt que celles qui se concentrent exclusivement sur le renforcement des capacités de l'État.

---

## Prise en charge à grande échelle pour un soutien local et communautaire à la PEV

L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* met en évidence la dynamique localisée qui façonne le parcours d'un individu pour rejoindre un groupe EV, tout en révélant également comment ces groupes tirent profit de ces griefs localisés et les exploitent. L'étude met en évidence la nécessité d'un changement crucial dans la lutte contre les causes profondes de l'extrémisme violent au-delà des moyens militaires autonomes, vers un soutien complémentaire communautaire, informé du contexte et fondé sur le développement pour des approches ascendantes de transformation des conflits et de consolidation de la paix, qui reconnaissent l'importance de contrebalancer les efforts de prévention au niveau local. Elle appelle également à un renforcement des partenariats avec les acteurs locaux.

- **Augmenter** le soutien à l'appui communautaire localisé aux initiatives de PEV et assurer un financement et des ressources durables et à long terme pour les approches préventives communautaires.

- **Renforcer** et redynamiser des partenariats avec la société civile et les groupes communautaires, fondés sur le renforcement de l'appropriation locale et leur engagement dans les initiatives de PEV dans tous les domaines de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des stratégies nationales et internationales.
- **Apporter** un appui et des investissements soutenus avec un accent particulier sur la dimension sexospécifique dans la réponse de PEV et des ressources dédiées à assurer l'inclusion des points de vue des femmes et des filles dans tous les domaines de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des interventions.

---

## Intégrer la PEV dans les cadres politiques de consolidation de la paix et de développement durable

L'importance des approches axées sur le développement dans la lutte contre les causes et les conséquences de l'extrémisme violent est de plus en plus reconnue. Malgré cela – et malgré des preuves limitées du succès des réponses axées sur la sécurité au cours des cinq dernières années – la plupart de l'attention et des ressources internationales pour lutter contre l'extrémisme violent en Afrique continuent d'être dirigées vers des interventions humanitaires axées sur la sécurité ou conventionnelles, comme en témoigne cette étude.

- **Renforcer** la base factuelle et le fondement analytique des approches de PEV fondées sur une analyse complète des causes profondes et immédiates des conflits.
- **Concevoir et apporter** des réponses conjointes, plutôt que de poursuivre des stratégies de PEV et de consolidation de la paix déconnectées qui peuvent se nourrir mutuellement.
- **Intégrer et implanter** la prévention de l'extrémisme violent dans les cadres politiques de consolidation de la paix et de développement durable.
- **Renforcer et promouvoir** des approches préventives à multiples facettes de la violence, ayant à cœur des objectifs de développement à long terme, plutôt qu'une réponse étroite axée sur la sécurité.

---

## Recalibrer l'engagement à investir dans la prévention rentable et le développement à long terme

L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* montre que le financement de l'aide publique au développement (APD) en Afrique reflète des investissements réactifs et axés sur la sécurité. Cela évince le soutien au développement préventif et à long terme, car le soutien aux initiatives de consolidation de la paix et de PEV a plafonné ou même diminué ces dernières années à environ 2 %. Les investissements devraient être réorientés vers des efforts complémentaires de prévention et de consolidation de la paix qui se sont avérés avoir un retour positif à 16%. Ainsi, chaque dollar américain investi dans la consolidation de la paix pourrait permettre d'économiser 16 dollars sur le coût des conflits et de la violence.

- **Redéfinir** les priorités en matière de politique internationale et de ressources pour s'attaquer aux causes profondes et aux conditions du sous-développement qui poussent les individus à adhérer aux groupes EV.
- **Redéfinir** les engagements pour réorienter les investissements dans des efforts complémentaires de prévention et de consolidation de la paix afin d'exploiter les effets multiplicateurs et de récolter les dividendes de la paix.
- **Assurer et superviser** le fait que les budgets de développement international évitent de renommer et de confondre les efforts de PEV avec des interventions visant à lutter contre le terrorisme et l'extrémisme (LTE) et à lutter contre l'extrémisme violent (LEV), en sécurisant l'aide et en mobilisant les efforts pour contrer et prévenir l'extrémisme violent dans des contextes politiques contestés.

---

Recalibrer les engagements pour réorienter les investissements dans des efforts complémentaires de prévention et de consolidation de la paix afin d'en exploiter les effets multiplicateurs et de récolter les dividendes de la paix.



---

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* est le fruit d'un processus de recherche intensif de deux ans, entrepris dans les régions d'Afrique subsaharienne qui ont été les plus directement touchées par les activités extrémistes violentes. Dans le cadre de l'étude, 2 196 personnes ont été interrogées, soit une augmentation de près de 70 % des enquêtés par rapport à l'étude de 2017.



---

## INFORMATIONS DE CONTACT

Pour plus d'information veuillez contacter :  
[prevention.ve@undp.org](mailto:prevention.ve@undp.org)

---

TÉLÉCHARGER LE RAPPORT COMPLET  
[JOURNEY-TO-EXTREMISM.UNDP.ORG](https://www.undp.org/fr/journey-to-extremism)

[JOURNEY-TO-EXTREMISM.UNDP.ORG](https://JOURNEY-TO-EXTREMISM.UNDP.ORG)



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT